

PAUVRETÉ Le cri d'urgence des CPAS belges

Les allocations les plus basses et le RIS doivent être ajustés au seuil de pauvreté européen : c'est l'appel des CPAS aux futurs élus fédéraux.

Les CPAS de Wallonie, Flandre et Bruxelles appellent le futur gouvernement fédéral qui sera constitué après le scrutin du 26 mai à augmenter les allocations sociales les plus basses et les revenus d'intégration jusqu'au niveau du seuil de pauvreté européen. L'appel n'est pas neuf, mais c'est aujourd'hui un « cri d'urgence » que lancent les centres publics d'action sociale, qui observent une précarisation générale de la population.

Les fédérations de CPAS des trois unions des villes et des communes du royaume ont présenté mercredi à la presse le mémorandum qu'elles ont rédigé en vue des élections du

26 mai.

« Le dernier réceptacle »

Les indicateurs de pauvreté sont alarmants, martèlent les CPAS. « *Nous sommes le dernier réceptacle et les choses vont mal. À notre niveau, nous ne voyons pas les effets du redressement de l'économie* » dont on parle tant, déplore Jean Spinette, coprésident de la Fédération des CPAS bruxellois. Aujourd'hui, entre 15 et 20 % des habitants du pays vivent sous le seuil européen de pauvreté (environ 1 200 euros) et près d'un enfant sur cinq vit dans la pauvreté. Le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration ou d'une aide équivalente a franchi ces dernières années le cap des

150 000 personnes, soit une hausse de 35 % par rapport à 2004.

Les centres publics d'action sociale belges appellent les futurs gouvernements fédéral et régionaux à conclure un pacte, à « reconstituer le contrat social ». Ils veulent voir figurer dans le prochain accord de gouvernement la volonté d'augmenter les allocations sociales les plus basses et les revenus d'intégration jusqu'au niveau du seuil de pauvreté européen.

Une mesure qui coûterait, selon les chiffres du Bureau du Plan relayés il y a peu par le ministre de l'Économie, Kris Peeters, 1,14 milliard d'euros (effets retour compris). ■